

Affaire suivie par : *Antoine ECUYER*

Antoine.ecuyer@interieur.gouv.fr

06 88 38 68 06

Paris, le 03/02/2026

Madame, Monsieur ;

La Direction de l'immobilier et de l'environnement envisage la passation d'un marché de prestations intellectuelles pour une mission de maîtrise d'œuvre technique pour l'opération à *Assistance Maitrise d'ouvrage pour le suivi du marché d'exploitation maintenance CVC 2026-2029*

La procédure de consultation est passée en application de l'article L2123-1 et des articles R2123-1 et suivants du code de la commande publique.

La procédure sera effectuée exclusivement par voie électronique. Les candidats devront fournir tous les documents et remplir toutes les exigences décrites ci-dessous.

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil acheteur :
www.marches-publics.gouv.fr

Référence de la consultation : **DIEDEBIMACHAT62**

Il contient les éléments suivants :

- La présente lettre de consultation tenant lieu de règlement de consultation ;
- L'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE/CCP) et ses annexes :
 1. Décomposition du prix global et forfaitaire ;
 2. Répartition du prix entre chaque membre en cas de groupement ;
- o *La DPGF*

Les modalités de la consultation sont détaillées ci-après.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

REGLEMENT DE CONSULTATION

1. PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE

Si vous êtes intéressé par cette mission, vous devez me faire parvenir votre offre avec les éléments suivants :

- Les DC1, DC2 (avec mention du chiffre d'affaires de l'entreprise sur les 3 dernières années) et DC4 si nécessaire, dûment complétés ;
- Le RIB ;
- Le document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager la société.
 - o Si cette personne est habilitée de droit à engager la société, elle peut fournir : un extrait K bis de moins de 3 mois, les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document.
 - o Si elle agit en vertu d'une délégation de pouvoir, elle devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurances en responsabilité civile couvrant les risques professionnels et une attestation décennale ;
- Les références professionnelles portant sur des prestations similaires au cours des 3 dernières années ;
- Le document « AE valant CCP » et ses annexes dûment complétés, datés et signés (apposer le cachet de la société, indiquer les coordonnées de l'intervenant principal et de son suppléant) ;
- Mémoire technique de l'offre
- Plan de facturation

2. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Au cas où le candidat aurait besoin d'informations complémentaires pour la remise de son offre, ses questions devront être posées par écrit sur le profil acheteur www.marches-publics.gouv.fr, avant le **20 février 2026**.

La date limite des réponses aux questions est le **26 février 2026**.

3. REMISE DES OFFRES

Les offres doivent être adressées avant la date et heure limite indiquées ci-après, de manière électronique sur le profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 16 mars 2026 - 12h00

4. LANGUE UTILISEE ET UNITE MONETAIRE

La langue de la consultation est le français et l'unité monétaire de règlement est l'Euro (€).

5. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Les candidats sont informés des dispositions ci-après exposées :

- Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles dans sa dernière version en vigueur au mois M0 s'appliquera à la présente mission ;
- Les variantes ne sont pas autorisées et les variantes à l'initiative de l'acheteur sont sans objet ;
- Le marché sera financé par le budget Etat de la préfecture de Police, exercice **2026** et suivants. Le paiement s'effectuera par mandat administratif suivi d'un virement ;
- En cas de réponse par un groupement, la forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois, le représentant du pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

6. ANALYSE DES OFFRES

L'offre retenue sera celle jugée la « mieux disante », appréciée en fonction des critères d'attribution énoncés ci-après.

6.1 CRITERE PRIX – 40%

Le prix sera noté sur 100 points puis pondéré à 40% au regard du montant global et forfaitaire mentionné à l'article 4.2 de l'AE/CCP. Le nombre de points sera calculé par application de la formule suivante sous réserve de la cohérence de l'offre et qu'elle ne soit pas anormalement basse :

$$\text{Note PRIX} = \frac{\text{prix le plus bas proposé}}{\text{prix proposé par le candidat analysé}} \times 100$$

Les prix sont détaillés au moyen d'une décomposition du prix global et forfaitaire, qui en indique les éléments constitutifs. En cas de contradiction entre le prix figurant sur l'annexe 1 de l'AE/CCP et celui figurant à l'AE/CCP, le prix figurant à l'acte d'engagement prévaudra.

Le candidat sera tenu de mettre sa DPGF en conformité dans ce cas.

6.2 CRITERE VALEUR TECHNIQUE – 50%

La valeur technique sera notée sur 100 points puis pondérée à 50% et analysée au regard de ces sous-critères :

Pertinence et qualité des moyens humains envisagés pour la mission / 40 points :

- Fournir un organigramme de l'équipe dédiée pour l'exécution de la mission ;
- Fournir les CV, attestations et références des membres de l'équipe.

- Pertinence du temps passé pour le pilotage du marché territoriales / 20 points.
Le temps passé prévu par le titulaire doit permettre à l'AMO d'exécuter sa phase de pilotage d'assister en présentiel aux réunions trimestrielles des 6 délégations de relire et d'annoter les CR des prestataires et au besoin de déterminer les éventuelles réfactions et pénalités liées au manquement des obligations précisées au marché et des spécificités de l'opération.
- Qualité de pertinence de la présentation d'un de rapport annuel type/ 20 points.
Ce rapport comportera a minima !
 - le suivi du compte GN5/P3
 - le suivi du volet Gros Entretien Renouvellement
 - Le suivi énergétique. Ce volet sera particulièrement détaillé

Le rapport type du candidat devra révéler sa compréhension globale de la mission (*pilotage et suivi des prestataires, suivi, suivi énergétiques des sites PFI; suivi du volet GER*).

- Qualité de pertinence de présentation d'une trame type de dossier de sortie de marché / 20 points.
 - L'AMO présentera sa méthodologie pour assurer le transfert de l'activité en fin de marché et permettre une continuité d'exploitation entre les anciens et les nouveaux titulaires.

6.3 CRITERE VALEUR ENVIRONNEMENT– 10%

La valeur technique sera notée sur 100 points puis pondérée à 10% et analysée au regard de ces sous-critères :

L'entreprise présentera sa politique en faveur des déplacements faiblement carbonés.
Les éléments présentés pourront-être de différentes natures (*liste non exhaustive*) :

- Plan de Mobilité Employeur (PDE)
- Le Forfait mobilités Durables (FMD)
- Flotte de véhicules électriques

Chaque sous-critère sera noté suivant ce barème :

Appréciation	Note / 20 pts	Note / 40 pts
Très satisfaisant	20	40
Satisfaisant	15	30
Assez satisfaisant	10	20
Peu satisfaisant	5	10
Aucun élément de réponse	0	0

7. NEGOCIATIONS – REGULARISATION DES OFFRES

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ou de ne pas négocier. En cas de négociation, une (ou plusieurs) phase(s) de négociations aura (ont) lieu dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

A cette occasion, l'acheteur public négociera par voie dématérialisée ou par réunion dans les locaux de la préfecture de Police avec les candidats ayant déposé une offre. L'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

En tout état de cause, en cas de négociation, le candidat s'engage sur les réponses qu'il aura fournies dans le cadre de la négociation.

Conformément aux articles L2152-1 à L2152-8 du code de la commande publique, la régularisation des offres irrégulières est laissée à la discrétion de l'acheteur.

8. ATTRIBUTION DU MARCHE

Conformément à l'article R.2144-4 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit en outre, dans le délai qui lui sera imparti par le pouvoir adjudicateur :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Si ces documents n'ont pas déjà été joints dans l'offre des candidats, ils devront parvenir à la préfecture de police par envoi électronique, dans le délai impératif mentionné dans le courrier de demande adressé aux candidats retenus au terme du classement des offres.

Le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si le candidat retenu est un groupement, la demande de l'administration sera adressée au mandataire du groupement qui devra présenter, dans le délai précisé, les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement.

Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il devra également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou ses sous-traitants.

9. RECOURS

9.1 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

Tribunal administratif de Paris - 7, rue de Jouy à 75181 Paris Cedex 04.

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Adresse internet : <http://www.paris.tribunal-administratif.fr>

9.2 SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS

Greffes du Tribunal administratif de Paris - 7, rue de Jouy à 75181 Paris Cedex 04.

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Adresse internet : <http://www.paris.tribunal-administratif.fr>

9.3 ORGANE CHARGÉ DES PROCÉDURES DE MÉDIATION

Le médiateur des entreprises, 139 rue de Bercy, 75572 Paris.

Courriel : mediateur.marches-publics@finances.gouv.fr

Téléphone : 01 55 35 24 25

Télécopie : 01 40 04 04 04

Adresse internet : <http://www.mieist.bercy.gouv.fr>

Fin du présent règlement de consultation.